

Vais-je pouvoir voter pour le diable ?

Bientôt les élections présidentielles... et la question se pose, pour chaque électeur, de choisir le candidat pour lequel il va voter, dans l'intérêt du pays –ou, du moins, dans ce qui lui apparaît tel.

Chapitre 1 : NI SARKOZY...

Voter pour l'actuel Président, pas encore déclaré candidat (mais « ça approche »)?

Nicolas Sarkozy m'a trompée en 2007 : je lui ai apporté mon suffrage parce que je l'ai cru sincère et que je lui ai fait confiance, parce que j'ai cru qu'il mènerait une politique de droite et tiendrait ses promesses, parce que j'ai cru à ses déclarations d'amour pour la France, la main sur le cœur, l'émotion dans la voix... Entre autres choses, dont la mise au placard du « kärcher », je ne pardonne pas au Président d'avoir trahi le peuple français en passant outre sa volonté : que peut-on attendre d'un homme qui n'a pas respecté le résultat d'un referendum ? Que peut-on attendre aussi d'un homme qui, dans sa campagne électorale, a promis que la Turquie n'entrerait pas dans l'Europe et qui s'est empressé, une fois élu, de tout faire pour faciliter cette entrée, en supprimant notamment la clause imposant une consultation du peuple français sur ce sujet ?

Endettement abyssal de la France, insécurité galopante, immigration de peuplement invasive qui met en péril le vivre-ensemble, bousculent nos traditions et nos usages, remettent en question nos racines et notre Histoire, islamisation à marche forcée qui ébranle la laïcité, chômage de masse qui atteint des records, industrie en berne, pouvoir d'achat des ménages qui s'effondre : tel est le triste bilan du

quinquennat qui s'achève.

Sarkozy peut bien mettre en place toutes les mesurette qu'il veut à quelques semaines des élections, son ministre de l'Intérieur peut bien interdire des sites islamistes radicaux comme Forzane Alizza et expulser de France un imam sulfureux, c'est trop tard : l'UMP ne me convaincra pas de lui apporter mon suffrage. « Chat échaudé craint l'eau froide », dit le proverbe...

Et puis, je ne veux pas voter pour un parti qui utilise des méthodes dignes d'une république bananière, en mettant en place une stratégie antidémocratique pour écarter de l'élection présidentielle la candidate du FN, comme en témoigne un document accablant dont je viens de découvrir l'existence :

<http://puteaux-libre.over-blog.com/article-a-qui-profiterait-le-denie-des-500-parrainages-a-marine-le-pen-un-debut-de-reponse-98600534.html>

Chapitre 2 : ... NI HOLLANDE

Voter pour François Hollande ?

Le candidat socialiste promet le « changement maintenant » et veut nous faire rêver. Moi, au lieu du « rêve » promis, c'est le cauchemar que je vois se profiler à l'horizon. Les problèmes majeurs que connaît la France sont la dette, l'immigration, l'islamisation, le chômage, l'insécurité et la montée des violences contre les personnes. Or, le candidat Hollande ignore les uns -que seuls de mauvais français racistes, xénophobes et intolérants peuvent voir- et propose pour les autres des mesures qui ne résoudront rien : toujours plus d'impôts pour certains, toujours plus d'assistanat pour d'autres, pas de plan drastique pour faire des économies, réduire le train de vie de l'État, mettre un point final aux gaspillages épinglés année après année par la Cour des Comptes...

Il promet l'équilibre des finances publiques à la fin de son quinquennat : dommage que je ne crois ni au père Noël ni aux miracles ! Je vois mal, pour redresser le pays, un homme qui, devenu le président du Conseil général de la Corrèze, a cru bon (malgré la situation financière mauvaise laissée -dit-il- par son prédécesseur UMP), d'équiper en 2010 collégiens et enseignants de 3300 Ipad, après avoir offert à tous les collégiens du département, les années précédentes, un PC portable : drôle de manière d'assainir les finances ! D'ailleurs, en 2011, « la chambre régionale des Comptes du Limousin a épinglé la gestion et l'état des finances de la Corrèze qui est actuellement le département le plus endetté de France, avec 1.164 € par habitant, soit trois fois plus que la moyenne nationale. » (source : France-soir).

Bref, dans cinq ans la France sera dans la même situation qu'aujourd'hui, en pire !

Le « changement » annoncé se trouve dans les mesurette, qui montrent la volonté de mettre en place la « Terra Nova » théorisée par la gauche, la « nouvelle civilisation » vantée par Madame Brochen-Aubry...

Droit de vote accordé aux étrangers : ce « changement » revient à trahir nos institutions et à bafouer la notion même de Citoyenneté, en substituant à la citoyenneté liée à la nationalité une citoyenneté de résidence, qui n'a aucun fondement législatif. Que la gauche, parce que tel est son bon plaisir, prétende accorder à ceux qui ne sont pas français le privilège qui appartient en droit aux seuls citoyens, sans consulter le peuple, c'est anticonstitutionnel et antidémocratique !

Charte sur les langues minoritaires et régionales –que Hollande vient de signer : ce « changement » revient à abroger l'article 2 de la Constitution qui affirme que « la langue de la République est le français », pour remplacer notre langue nationale ou la faire cohabiter partout (à l'école, à

l'université, dans les tribunaux, les administrations etc...) avec d'autres langues, et pour faire de la République « une et indivisible » une mosaïque de communautés maniant des langues différentes. Qui ne voit, dans cette décision d'une grande légèreté, une régression et surtout la volonté délibérée d'assassiner un peu plus la France, de hâter sa dissolution dans une Europe dictatoriale qui travaille à l'annihilation des États-Nations ?

Des emplois jeunes réservés en priorité aux quartiers en difficulté : ce « changement » revient à officialiser une politique discriminatoire qui nie les difficultés de l'ensemble des jeunes à trouver du travail pour se focaliser sur ceux issus de la diversité, et qui entend substituer au mérite -l'ascenseur social de notre démocratie- l'origine ethnique. Et qu'on ne dise pas que cette origine constitue un handicap : qui ne connaît des médecins, avocats, juristes, chercheurs, journalistes, professeurs etc. d'origine maghrébine ou africaine, prouve que la République sait reconnaître les compétences et le mérite, d'où qu'ils viennent !

Lutte contre le délit de faciès : ce « changement » revient à installer la suspicion sur les forces de police, lesquelles sont montrées du doigt parce qu'elles contrôlent davantage - allez savoir pourquoi !- les jeunes maghrébins et africains que les autres personnes qui composent la population. Faut-il croire que, contrairement à ce qu'avait dit Zemmour (« la plupart des trafiquants sont noirs et arabes »), la majorité des délinquants soient blancs, que les prisons en soient majoritairement remplies et qu'on fera reculer la délinquance et les trafics en tout genre en axant les contrôles d'identité sur les sous-chiens !!!! Ce n'est pas avec Hollande que l'insécurité va recevoir une réponse à la mesure de ce que nous vivons tous au quotidien, si la police reçoit l'ordre de ne surtout pas stigmatiser ces braves petits jeunes, capables de tendre des guet-apens aux pompiers, de frapper à coups de

marteau des policiers ou de leur tirer dessus à balles réelles, de caillasser des bus, d'incendier des véhicules et même de rouler de coups de paisibles citoyens et de leur rouler sur le corps avec leur voiture, comme récemment à Lyon...

En ce moment, bien sûr, pour s'attirer des suffrages et rassurer, Hollande parle beaucoup de laïcité, affirmant - « changement »- vouloir l'inscrire dans la Constitution. Et le Sénat a même voté un loi anti-voile dans les crèches... Mais de quelle laïcité parle-t-il ? lui qui a écrit une lettre aux musulmans à l'occasion de la fête de l'Aïd (sans pour autant en écrire une aux catholiques pour celle de Pâques, on le remarquera) ; lui qui n'ignore pas les manœuvres des maires socialistes pour contourner la loi de 1905 et financer sur fonds publics la construction de mosquées (l'I.C.I. de Delanoë, par exemple), et ne proteste pas ; lui qui a trouvé normal que la mairie de Paris fête la fin du jeûne du Ramadan, l'un des piliers de l'Islam (sans pour autant que soit célébrée la fin du Carême des chrétiens, on le notera). De quelle laïcité parle-t-il, quand Benoît Hamon désavoue les Sénateurs et déclare que « le PS ne devra pas adopter le texte « anti-nounous voilées » ?

La laïcité, vue par les socialistes, n'a plus grand-chose à voir avec ce socle fondamental de notre République, et c'est là, à mon sens, le pire danger couru par la France que de voir le PS aménager, déformer, contourner cette loi de séparation de l'Église et de l'État -déjà bien ébranlée sous Sarkozy- , dont l'article 2 affirme : *«La République ne reconnaît... ni ne subventionne aucun culte...»*

Une chose est sûre, je ne voterai pas pour ce « fossoyeur » de la France, prêt à brader l'unicité, l'indivisibilité et la laïcité de la République pour des raisons électoralistes, et qui se montre plus préoccupé par les étrangers que par ceux, de toutes origines, de toutes confessions, qui ont en commun d'avoir la carte d'identité nationale !

Je me souviens d'ailleurs d'un débat télévisé où Hollande avait affirmé que la gauche avait une « mission internationale » et qu' « on n'[était] pas là « simplement pour être des protecteurs de nos propres... citoyens », mais - avait complété Emmanuel Todd – pour « défendre le sous-prolétariat indien » !

Chapitre 3 : JE SUIS ALLÉ VOIR CHEZ LE DIABLE !

Marine Le Pen ?

A Dieu ne plaise... Réflexe pavlovien car, comme je suis conditionnée par les médias, quand on me dit FN, les mots extrême-droite, fasciste, raciste, xénophobe, antisémite, voire nazi ont tendance à se mettre à clignoter...

Mais je me souviens avoir entendu Lionel Jospin déclarer que le « FN n'était pas un parti fasciste » et que, dans les années Mitterrand, « l'antifascisme n'était que du théâtre » (il l'a même écrit, me semble-t-il, dans son livre « *Lionel raconte Jospin* »). Et puis il se trouve que j'ai peine à imaginer qu'il y ait 20 à 30% des français, dont Maître Collard, qui soient de « gros cons » (définition des sympathisants du FN, selon un soit-disant humoriste nullissime dont le nom m'échappe), et des « salauds » (autre définition due à je ne sais plus quel pauvre type auquel l'injure tient lieu d'argument).

Donc, par souci d'objectivité, pour me faire moi-même une opinion, malgré tout le mal qu'on dit du FN, j'ai voulu en avoir le cœur net et je suis allée voir chez le diable : entendez par là que j'ai fait un petit tour sur le site de Marine Le Pen pour prendre connaissance de son programme présidentiel, et j'ai été surprise de constater qu'elle a, elle, une vraie «vision de la France ».

J'ai découvert en effet un programme cohérent, précisément chiffré, abordant tous les domaines (de la défense à la justice, de l'école au handicap, de la culture à l'écologie,

de la fonction publique à la santé, du logement aux retraites et à la dépendance etc...) qui m'a semblé appuyé sur un constat lucide et réaliste de la situation de la France. [Il y a même un plan de désendettement...](#)

Bref, une vue d'ensemble, fruit d'un vrai travail de réflexion, pas un patchwork de mesures ou mesurette indépendantes les unes des autres -bricolage électoraliste conçu pour la chasse aux voix.

Avec de grands remèdes, comme il en faut aux grands maux !

Notamment, la sortie concertée de l'euro, dont la bien-pensance journalistique nous serine sur tous les tons - vieilles recettes de la méthode Coué- qu'elle serait une catastrophe, en oubliant bien sûr d'inviter dans ses colonnes les économistes qui affirment le contraire, arguments fondés à l'appui ! Quant à moi, je ne vois pas que ces brillants européistes, fanatiques de la monnaie unique, nous aient amené dans un eldorado, dont on aurait à se louer ! Bien au contraire ! On nous ressasse que ce serait pire avec le retour à la monnaie nationale... mais pourquoi me fierais-je à ce consensus public suspect plutôt qu'aux voix isolées qu'on veut faire taire et que j'entends ou que je lis sur Internet (le seul espace où l'information n'est pas bâillonnée), celles des Etienne Chouard et autres brillants cerveaux ? Et puis il n'est qu'à voir où l'acharnement à conserver l'euro mène la Grèce (écoutez la dernière intervention de Nigel Farage au Parlement européen : <http://puteaux-libre.over-blog.com/article-nigel-farage-interpelle-bruxelles-a-propos-de-la-grece-98424631.html>)

Concernant l'immigration, Marine Le Pen n'éluide pas le problème et promet une réduction de 95%. D'aucuns y verront sans doute de la xénophobie ou du racisme, mais moi, j'y vois un langage de raison et une mesure courageuse, dans un pays endetté de 1700 milliards d'euros, avec 9% de chômeurs et huit millions de pauvres : la France n'a tout simplement plus les

moyens de sa générosité ! Car l'immigration a un coût, n'en déplaie à ceux qui soutiennent le contraire en s'appuyant sur un rapport de l'université de Lille : pour [Yves-Marie Laulan](#), économiste et président de l'[Institut de géopolitique des populations](#), le coût annuel en est de 36 milliards d'euros (soit l'équivalent de 80 % du déficit public annuel) ; selon [Jean-Paul Gourévitch](#), dans une étude publiée en 2010, l'immigration a engendré un solde négatif de 30,4 milliards d'euros (ces calculs rejoignant ceux de [Maurice Allais](#), [prix Nobel d'économie](#) 1988). Notons que le rapport universitaire mentionné ci-dessus reconnaît quand même que *« les immigrés issus du Maghreb et ceux issus du reste de l'Afrique sont respectivement 1,6 et 1,7 fois plus nombreux à recevoir des allocations chômage, 3,8 et 3,9 fois plus représentés parmi les bénéficiaires du RMI. »*

Marine Le Pen entend, par ailleurs, lutter contre la délinquance et elle promet des places de prison supplémentaires, qui mettront la France dans la moyenne européenne dont, présentement, elle est loin : si, en effet, elle a l'un des plus forts taux de criminalité d'Europe, elle a l'un des plus faibles taux d'incarcération. Là où la présidente du FN a tort, c'est de poser la question d'un retour à la peine de mort : je ne la comprends pas d'imaginer pareille régression de notre justice, il suffirait de prendre certaines sûretés pour empêcher les récidives.

Par contre, quand Marine Le Pen veut un « état souverain », un état fort, je dis OUI, et elle m'évoque plus un de Gaulle, quand elle parle de la France, qu'un Hitler ou un Mussolini, surtout quand elle affirme vouloir redonner au peuple la parole confisquée depuis longtemps. Quelqu'un qui veut recourir au referendum sur un certain nombre de points me paraît être dans une démarche profondément démocratique, à l'opposé du fascisme dont on l'accuse de porter les couleurs...

D'ailleurs, quand j'entends Martine Brochen-Aubry, **première**

secrétaire du parti socialiste, déclarer en parlant des 500 signatures : « *Si Marine Le Pen ne les a pas, eh bien elle ne sera pas candidate !* », je me demande si le PS est encore un parti attaché aux valeurs républicaines et si la démocratie n'est pas à rechercher -curieux paradoxe- du côté du Front National.

Alors, quoi faire ?

C'est bien la première fois, depuis que je suis en âge de voter, que je me demande si je vais voter blanc, m'abstenir ou bien – chose impensable pour moi à toutes les précédentes élections – voter FN...

Une certitude, néanmoins : si Marine Le Pen n'a pas ses 500 signatures et ne peut pas se présenter à l'élection présidentielle, je mettrai dans l'urne un bulletin portant la mention « absence de Marine Le Pen =déli de démocratie. »

Chantal Macaire